



Déclaration liminaire FSU de la FSSSCT Départementale du Var du mardi 27 juin 2023

Monsieur le Directeur académique des services de l'éducation nationale du Var,
Mesdames, Messieurs les représentant-es de la FSSSCT du Var,

Dans son allocution du 17 avril dernier, le Président Macron annonçait une période de « 100 jours d'apaisement et de progrès » avec un grand chantier portant sur le « progrès pour mieux vivre ».

À moins de 3 semaines de la fin de cette promesse de concorde sociale, que nous a proposé le gouvernement ? L'allongement de carrière par la réforme des retraites, la création d'un nouveau corps d'Accompagnant-e à la Réussite Educative (ARE) visant à faire disparaître la spécificité du métier d'AESH, les Pactes avec la philosophie ultralibérale « travailler plus, pour gagner plus » ou plutôt « s'épuiser plus », tout dernièrement « une revalorisation » salariale par un dégel du point d'indice qui correspondra à une augmentation de 2,5% dans un contexte d'inflation de 5,1%. Sur tous ces sujets, malgré une majorité de concitoyens, de personnels, d'intersyndicales unitaires complètes contre ces projets, le gouvernement ne veut rien entendre et piétine le dialogue social.

Les actions gouvernementales durant ces 100 jours concordent uniquement sur un point : cela va dégrader davantage les conditions de vie, de travail et de santé des personnels.

Sur la réforme des retraites, le conseil de l'Europe s'interroge quant à l'ingérence de l'exécutif en France sur l'utilisation de l'article 49,3. Aussi la FSU continuera de combattre cette réforme injuste, brutale, sans majorité parlementaire, car cela interroge sur l'état de santé de notre démocratie.

Sur la question des ARE, nous demandons l'abandon de la création de ce métier d'accompagnant et réclamons pour l'amélioration de leurs conditions de travail, la création d'un véritable statut de la Fonction Publique pour les AESH, avec une augmentation des salaires s'alignant sur la grille de catégorie B. L'abandon des PIAL managériaux, l'accès à une véritable formation, la garantie de pouvoir travailler à temps complet sur la base d'un accompagnant élève à 24h. C'est une urgence dans notre département, pour répondre à l'enjeu de l'école inclusive et au manque d'accompagnants formés pour les élèves à besoins particuliers.

Sur les pactes, la FSU demande leur abandon pur et simple. Cela va impacter et fragiliser les collectifs de travail dans les écoles et les EPLE, créer une concurrence entre personnels, la création de hiérarchies intermédiaires, engendrant stress et mal être, une perte de sens du métier. Les inégalités hommes/femmes vont s'accroître. La désorganisation et la déstabilisation des structures scolaires, avec le renforcement managérial qu'implique la contractualisation des heures ne feront qu'augmenter la souffrance du corps enseignant.

En effet, comment travailler plus quand la DEPP indique dans une note de novembre 2022, sur des chiffres de 2018, plus de 43h de travail par semaine pour la moitié des enseignants, sachant que les

dernières réformes ont encore accentué ce temps de travail d'après le ressenti des personnels ? Comment faire porter la responsabilité des non remplacements sur les enseignants qui ont le taux d'absentéisme le plus bas de la Fonction Publique 2,6% contre 3,8% dans le privé ? (Chiffre de la Cour des comptes, rapport 2021 sur la période de 2014 à 2019) ; alors que ces non remplacements sont le résultat des politiques éducatives de ces dernières années qui n'ont eu de cesse d'assécher le vivier des TZR. À la brutalité de ces pactes, ajouter de la culpabilité sur les enseignants, est tout simplement irresponsable de la part de notre employeur.

A ces effets délétères, le Pacte en Lycée professionnel, qu'il devienne sécable ou non à l'avenir, par les missions qu'il contient, va en plus transformer les métiers des personnels qui basculeront d'un rôle d'enseignant à celui d'accompagnant à l'emploi ou de VRP pour la signature de contrats d'apprentissages, système pourtant laissant de côté 40% de la jeunesse qui s'y engage.

Les annonces, jamais démenties, de la volonté d'ici 2026 de supprimer 80 filières essentiellement dans le tertiaire comme en commerce-vente dans le LP public au profit de formations en apprentissage type McDo, à coup d'argent public, ajoute au mépris ressenti par les PLP. Mépris partagé par les enseignants de technologie en collège et du premier degré, car ces derniers avec les PLP, pourraient être interchangeables et improviser le travail des autres. Quelle méconnaissance de nos métiers !

Aussi pour les collègues de lycée professionnels la FSU dénonce le fond et la forme et lance une alerte sociale sur cette filière :

- Comment admettre que cette nouvelle réforme structurelle d'ampleur se fasse sans qu'aucune étude d'impact sur les personnels n'ait été mise en place, ce qui est pourtant une obligation pour l'employeur ?

- Comment accepter cela alors qu'aucun bilan sérieux de la réforme Blanquer de la voie professionnelle n'a été réalisé ? Réforme pourtant rejetée par une large majorité de la profession, qui a aggravé les conditions de travail, réduit le temps disciplinaire face aux élèves, jusqu'à entraîner le désarroi et le découragement des personnels qui n'ont plus les moyens de former des citoyens, de former à un métier, et encore moins de former à la poursuite d'étude.

La seule étude sérieuse a été réalisée pour le compte du SNUEP-FSU. Harris interactive a mené une enquête auprès de 500 professeurs de LP en juin 2022. 71% jugent négativement la réforme Blanquer ; 79% estiment que cette réforme ne permet plus d'atteindre les objectifs de formation. Augmentations importantes des difficultés pédagogiques et de la charge de travail par l'imposition du mixage des publics apprentis-scolaires au sein d'une même classe.

- Comment accepter un véritable plan social qui ne dit pas son nom, avec des reconversions forcées et une probable augmentation des démissions à venir ?

La FSU lance cette alerte car délibérément le ministère met en danger gravement de très nombreux enseignants et personnels. Et ce n'est pas sans rappeler certaines pratiques d'un célèbre opérateur téléphonique d'il y a quelques années.

Au niveau du fonctionnement de la FSSSCT du Var.

La FSU souhaite, qu'à partir du début de l'année scolaire prochaine qu'un calendrier plus structuré puisse se mettre en place, ce que n'a pas permis cette fin d'année, la mise en place des FS s'étant déroulée tardivement. Au niveau du calendrier, les élu-es FSU souhaitent :

- La mise en place du GT enquête suicide dès le début de l'année.

- qu'un groupe de travail sur les fiches SST soit constitué et réuni, environ 15 jours avant toute instance des formations spécialisées, avec par exemple la présence de la directrice référente déchargée à 50% pour le traitement de ces situations.

Cela devient une urgence, avec dans le 1^{er} degré, des situations de souffrance au travail qui se multiplient sur le sujet des élèves à besoins particuliers violents ou encore sur la confrontation avec certains parents revendicatifs, violents et menaçants.

- la dématérialisation tant attendu des fiches SST n'étant pas encore effective, proposer aussi sur le premier trimestre la mise en place d'un GT sur les fiches SST du RSST dans le second degré. Comment améliorer l'utilisation des fiches dans le second degré ? Car nous découvrons parfois dans nos visites des situations RPS qui couvent depuis plusieurs années sans qu'aucune fiche ne nous parvienne.

- dans l'année, proposer un GT sur la visibilité des avis rendus suite à des visites ou encore sur des CR des instances ou tout du moins des actions engagées sur le site institutionnel de la DSDEN du Var ou via intracom. Nous relayerons cette demande au niveau de la FSSSCT Académique.

- nous souhaitons conserver le rythme de 3 visites d'établissements à l'année et que la FS soit réunie autant de fois que nécessaire.

Pour conclure, dans ce climat de régression sociale, nous espérons que notre instance contribuera à démontrer à notre employeur la nécessité de prendre en considération les réalités du métier, la spécificité des compétences de ses personnels, comme la souffrance engendrée par des conditions de travail dégradées et des réformes à contre-sens de la voie du progrès.

Nous vous remercions de votre attention.